



ÉCONOMIE & ENTREPRISE

De Bruxelles à Londres, des voies concurrentes pour réguler l'IA

S'il existe une volonté commune des Etats de s'emparer des outils mettant en œuvre l'intelligence artificielle, leurs stratégies diffèrent

OpenAI, Google, Microsoft ou Meta ne sont pas les seuls à s'être lancés dans une course pour jouer les premiers rôles dans l'intelligence artificielle (IA). Les dirigeants politiques rivalisent aussi d'initiatives pour encadrer – et favoriser – ces logiciels capables d'accomplir des tâches humaines, comme les générateurs de texte ou d'image ChatGPT ou Midjourney. Mardi 24 octobre, l'Union européenne espère trouver un accord politique sur l'Artificial Intelligence Act (AI Act) ou, au moins, des compromis sur l'essentiel de ce projet de règlement.

Puis, les 1^{er} et 2 novembre, le premier ministre britannique, Rishi Sunak, accueillera à Londres des représentants d'Etats étrangers et des géants de la tech pour un « sommet international sur la sûreté de l'IA ». Plus tard en novembre, les pays du G7 se retrouveront pour une réunion du « processus d'Hiroshima », une discussion sur l'IA lancée au Japon en mai.

Cette convergence illustre un sentiment d'urgence politique à s'emparer d'une technologie jugée à la fois très prometteuse et inquiétante. Mais dans cette frénésie – les Etats-Unis, l'OCDE ou la Chine sont également actifs –, les stratégies diffèrent.

Divergences entre les approches Bruxelles a lancé en 2021 le premier grand projet législatif sur

l'IA dans le monde : l'AI Act interdit certains usages (les systèmes de « notation sociale », les « techniques subliminales » de manipulation...) et, pour les usages jugés « à haut risque » (conduite autonome, tri de curriculum vitæ, attribution de crédits bancaires...), impose des obligations, comme celles de minimiser le taux d'erreur et les biais discriminatoires, vérifier la qualité des données d'entraînement, etc.

Sur le point controversé des modèles d'IA « à usage général » (comme ceux générant des textes ou des images), la piste de compromis entre le Parlement européen et les Etats membres consiste à imposer des obligations aux modèles les plus importants (au-delà d'un seuil de calcul informatique utilisé pour l'entraînement, ou d'un nombre d'utilisateurs ou de d'entreprises clientes dans l'UE, selon un document cité par *Contexte*). Les fabricants des logiciels devraient aussi assurer avoir pris des mesures pour respecter le « droit d'auteur » des contenus utilisés pour l'entraînement.

Londres, qui souhaite devenir une capitale de l'IA, a quant à elle choisi de se centrer sur les risques jugés les plus existentiels : ceux-ci sont liés à un « usage néfaste intentionnel » – pour générer des attaques informatiques ou des armes biologiques –, ou à un « problème de contrôle d'une IA » qui pourrait échapper aux humains, lit-on

dans un brouillon de déclaration commune du sommet, évoqué par Euractiv. Le propos rappelle les lettres alarmistes appelant à « mettre en pause » l'IA ou la jugeant aussi dangereuse que « les pandémies ou la guerre nucléaire ».

L'approche britannique épouse aussi les discours des géants du secteur : le sommet se centre sur les « modèles d'IA de frontière », l'expression utilisée par OpenAI, Google, Microsoft et Anthropic lors de la création, en juin, d'une association professionnelle des

fabricants des logiciels les plus puissants. Londres vise aussi à créer une sorte de « Giec de l'IA », un panel d'experts inspiré de celui chargé d'informer les gouvernants sur le climat – une idée également défendue, dans une tribune au *Financial Times*, par plusieurs dirigeants travaillant dans le domaine de l'IA.

Maintenir l'innovation

L'approche du « code de conduite », discuté au G7, ou des « engagements volontaires », acceptés sous l'égide de Washington par les géants du secteur en juin, suit, elle, une voie médiane : non contraignante, comme celle de Londres, mais généraliste, comme celle de Bruxelles (les textes européen et américain imposent aussi de rendre détectables les contenus générés par IA).

Toutes ces stratégies sont-elles complémentaires ou se parasitent-elles ? Les dirigeants français





(au moins le ministre chargé du numérique, Jean-Noël Barrot) et européens (la commissaire Vera Jourova, voire la présidente de la Commission, Ursula Von der Leyen) ont en tout cas décidé de se rendre à Londres, jugeant l'approche sur les risques extrêmes complémentaire de celle de l'AI Act.

D'autres ont un regard plus critique : s'il ne voit pas de « *contradiction* » entre l'initiative britannique et l'AI Act, le député européen (Renew) Dragos Tudorache estime que « *les engagements volontaires ne sont pas suffisants, comme on l'a vu avec les réseaux sociaux* ». « *Les grandes entreprises ont un intérêt à centrer la conversation sur les risques existentiels et lointains de l'IA, car cela leur permet d'éloigner l'attention de problèmes plus terre à terre et immédiats* », ajoute le corapporteur de l'AI Act.

Le débat sur la régulation des modèles d'IA à usage général touche aussi l'AI Act : le lobby d'entreprises du numérique Numeum – tout comme le président Emmanuel Macron ou la start-up française Mistral AI – a souligné le risque de créer un « *carcan dangereux pour l'innovation* », quand Adrienne Williams, de DAIR, une ONG de recherche sur l'éthique de l'IA, regrette, elle, qu'on ait « *dilué* » la version du Parlement européen, qui imposait des règles plus strictes aux modèles de toutes tailles.

Pour le directeur de la recherche chez Meta Yann LeCun, centrer le débat sur les dangers posés pour la sécurité nationale par des futures « *superintelligences* » produites par de grandes entreprises menacerait aussi l'innovation ouverte et la publication des modèles en accès libre « *open source* », chères à Meta ou à la start-up Hugging Face. « *Le débat sur les risques existentiels est prématuré, tant que nous n'aurons pas un système qui s'approchera de l'intelligence d'un simple chat* », estime M. LeCun dans le FT. ■

ALEXANDRE PIQUARD

Il y a une urgence politique à s'emparer d'une technologie jugée à la fois très prometteuse et inquiétante

